



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

CONVENTION D'HABILITATION INDIVIDUELLE Etablissement de crédit ou Société de Financement - "ASF"

➤ Les parties à la convention

- Le Ministre de l'intérieur représenté par le Préfet de

- Le membre adhérent à l'ASF (*raison sociale*)

numéro SIREN

adresse du siège social

numéro d'habilitation

Préambule

Depuis le 1^{er} janvier 2009, un nouveau Système d'Immatriculation des Véhicules (SIV) a été mis en place. Il est essentiellement caractérisé par :

- l'attribution à vie d'un numéro d'immatriculation pour chaque véhicule ;
- la simplification des démarches administratives nécessaires à l'immatriculation des véhicules.

Dans le cadre de ce système, les démarches d'immatriculation des véhicules et les opérations annexes peuvent être réalisées par les Professionnels de l'automobile et en particulier les établissements financiers proposant des financements (crédit, location avec option d'achat, crédit-bail) en vertu de conventions conclues avec le ministère de l'Intérieur.

Pour ce faire, le ministre de l'intérieur propose au membre adhérent de l'ASF, en tant qu'établissement de crédit agréé ou société de financement agréée, de conclure une convention individuelle d'habilitation en tant que Professionnel de l'automobile, tels que défini dans le glossaire figurant en annexe 1.

En conséquence, les Parties sont convenues de ce qui suit :

➤ **Article I : objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les conditions d'habilitation du professionnel pour effectuer les formalités administratives liées aux opérations relatives aux gages.

Il s'agit pour le professionnel de recueillir l'ensemble des données nécessaires aux opérations relatives aux gages et de les transmettre dans le système d'immatriculation des véhicules « SIV ».

➤ **Article II : habilitation du professionnel**

Le professionnel signataire de la présente convention individuelle est habilité par le préfet territorialement compétent.

A ce titre, il lui est attribué un numéro d'habilitation, activé à l'issue de la signature de la présente convention.

➤ **Article III : informations complémentaires relatives au professionnel habilité**

Pour être habilité, le professionnel doit fournir les informations suivantes au préfet pour permettre l'instruction de la demande :

- *1) le ou les modes d'accès au SIV qu'il a choisi(s) :*
- Accès multiple par un ou plusieurs concentrateurs

Le tableau joint en annexe 2 précise le périmètre des opérations accessibles au professionnel relatives au gage.

Le numéro de la convention-cadre d'habilitation de l'ASF :

2) Un mandat éventuel pour la télétransmission d'opérations relatives au gage pour le compte d'un autre professionnel (annexe 5).

Article IV : les obligations du professionnel habilité

Le professionnel habilité s'engage à :

- Transmettre au SIV les données nécessaires aux opérations relatives aux gages dans le respect de la réglementation et des règles de fonctionnement du système telles que précisées dans l'annexe technique jointe à la présente convention (annexe 2) ;

- S'équiper informatiquement par la mise en place d'installations pour accéder au SIV conformément aux spécifications techniques fournies par le ministère telles que précisées dans l'annexe technique de la présente convention (annexe 2) ;
- Répondre à toute demande écrite des préfectures et de l'Agence nationale des titres sécurisés dans le cadre de leur mission générale de suivi et de contrôle et à ce titre à répondre à toute demande de présentation des dossiers et des pièces, selon des modalités à définir ultérieurement et d'un commun accord ;
- Prévoir l'archivage des dossiers d'opérations relatives aux gages (pièces justificatives) pendant une durée minimum de 5 ans, à partir de la date de demande d'immatriculation ;
- Mettre tout en œuvre pour restituer à la préfecture territorialement compétente les dossiers archivés au cours des 5 dernières années en cas de cessation d'activité ou de retrait de l'habilitation ;
- Respecter les dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, notamment en ce qui concerne d'une part les règles relatives à l'information des usagers de la communication des données les concernant, de leur droit d'accès et de rectification, de leur droit d'opposition, d'autre part les règles relatives à l'exploitation et à la conservation de ces données ;
- Faire connaître au préfet territorialement compétent, dans le délai d'un mois, tout changement dans les données déclarées ou pièces justificatives présentées dans le cadre de la présente convention (annexe 4) et à signer en conséquence un avenant à la convention ou une nouvelle convention d'habilitation signée avec le préfet selon les modalités précisées dans le tableau ci-joint (annexe 3).

➤ **Article V : les obligations du ministre de l'intérieur**

Le ministre de l'intérieur s'engage à :

- Habilitier, après examen des pièces justificatives du dossier d'habilitation, le professionnel à accéder au SIV pour effectuer la transmission des données relatives à toute opération relative aux gages ;
- Contrôler l'accès au SIV par la mise en place d'une identification du professionnel par le duo constitué de l'identifiant de transaction et du numéro d'habilitation ;
- Respecter la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés notamment en ce qui concerne les règles relatives à l'information des usagers de la communication des données les concernant, de leur droit d'accès et de rectification, de leur droit d'opposition et des règles relatives à l'exploitation et à la conservation de ces données.

➤ **Article VI : les échanges de données**

1) Données transmises par le professionnel habilité :

- Le professionnel habilité dans le cadre de la présente convention peut effectuer les opérations relatives aux gages telles que définies dans le tableau joint en annexe 2 à la présente convention.

2) Données transmises par le ministre de l'intérieur :

- Le ministère de l'intérieur s'engage à traiter dans les meilleurs délais les données transmises et à mettre à la disposition du professionnel habilité les documents administratifs et accusés de réception prévus par les textes en vigueur dans les conditions définies à l'annexe technique jointe à la présente convention (annexe 2).

➤ **Article VII : sécurité des données transmises au SIV et contrôle d'accès**

Chaque partie à la convention veille à la sécurité des données, à la régularité des opérations effectuées et à leur traçabilité dans le respect des annexes techniques (annexe 2).

Chaque partie s'engage à mettre en place les dispositifs techniques, tant matériels que logiciels, empêchant l'accès aux données par des personnes non autorisées.

Le ministère de l'intérieur conserve les traces de connexion dans le système d'immatriculation des véhicules (SIV).

L'annexe technique jointe à la présente convention (annexe 2) précise les conditions d'application de cet article.

➤ **Article VIII : modification des conditions d'exécution de la convention**

En cas de modification de l'environnement juridique et technique de la présente convention nécessitant une adaptation logicielle du système informatique du ministère, le ministre de l'intérieur peut modifier les caractéristiques techniques du système sous réserve d'une information suffisante du professionnel habilité nécessaire à l'adaptation de son système informatique. Celui-ci disposera alors d'un délai à définir par les parties en fonction de la nature des adaptations nécessaires du système.

➤ **Article IX : durée et date d'effet de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans et entre en vigueur à la date de signature par les parties.

Par dérogation à l'article 1214 du code civil, la présente convention est reconduite tacitement pour une même durée, sauf volonté expresse contraire d'un des signataires exprimée par lettre recommandée avec accusé de réception et adressée 6 mois avant l'arrivée du terme.

➤ **Article X : suspension et résiliation**

1) suspension et résiliation à l'initiative du préfet :

En cas de manquements répétés aux obligations à la présente convention du professionnel habilité, le préfet territorialement compétent organise une procédure de concertation pour mettre un terme à ces manquements. En cas d'échec avéré de cette concertation, le préfet peut suspendre ou, moyennant le respect d'un préavis de 2 mois, notifier par lettre recommandée avec accusé de réception la résiliation de la présente convention.

En cas de rattachement du professionnel habilité à une convention-cadre, le ministre de l'intérieur informe le signataire de la convention-cadre de tout problème imputable à ce professionnel habilité.

La transmission des opérations visées par la présente convention prend fin automatiquement en cas d'extinction, de suspension ou de résiliation de la convention-cadre. Elle peut également prendre fin à l'initiative du signataire d'une convention-cadre à laquelle est rattaché le professionnel habilité lorsque le professionnel ne remplit plus les conditions d'accès à (aux) système(s) de télétransmission prévu(s) dans cette convention-cadre.

En cas de condamnation pénale du professionnel habilité en matière d'atteinte à un système de traitement automatisé (articles 323-1 à 323-7 du code pénal) et en matière d'atteinte aux droits de la personne résultant des fichiers ou des traitements informatiques (articles 226-16 à 226-22 et article 226-24 du code pénal), le préfet territorialement compétent est amené de plein droit à résilier la présente convention.

2) résiliation à l'initiative du professionnel habilité :

Le professionnel habilité peut mettre fin unilatéralement à sa participation à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Préfet territorialement compétent dans le respect d'un préavis de 2 mois.

➤ Article XI : règlement des différends

Les signataires feront leurs meilleurs efforts pour régler amiablement tout différend pouvant survenir entre eux relatif à l'application ou à l'interprétation de la présente convention.

A défaut de trouver une solution amiable, les litiges seront tranchés par la juridiction administrative compétente.

Fait à

Le

Le préfet :

Le membre de l'ASF :

Liste des annexes jointes à la présente convention :

- **Annexe 1 :** Glossaire
- **Annexe 2 :** Annexe technique
- **Annexe 3 :** Modalités juridiques et fonctionnelles d'une demande initiale ou modificative d'habilitation
- **Annexe 4 :** Pièces justificatives d'une demande d'habilitation
- **Annexe 5 :** Modèle de mandat entre professionnels de l'automobile pour effectuer les opérations relatives aux gages par télétransmission

Annexe 1 : Glossaire

Professionnel de l'automobile :

Dans le cadre du SIV, toute entité juridique exerçant une activité relevant du domaine de l'automobile (notamment construction, négoce, réparation, financement, location, destruction...)

Constructeur :

Article R 321 -1 du Code de la route :

Personne ou organisme qui, quelle que soit sa place dans le processus de production ou de commercialisation, fait la demande de réception et se propose d'être responsable de tous les aspects du processus de la réception et de la conformité de la production.

Dans le cadre du SIV, le professionnel de l'automobile ne peut prétendre à la qualification de constructeur que si son activité est conforme aux spécifications définies par le Code de la route.

Importateur :

Dans le cadre du SIV, la définition d'un importateur se rattache à celle d'un constructeur.

Professionnel du commerce de l'automobile :

Entité juridique ayant une activité d'achat et de vente de véhicules neufs ou d'occasion à titre principal ou accessoire.

Distributeur agréé :

Entité juridique agréée, par une ou des marques d'un ou des constructeurs, qui assure, dans le cadre d'un contrat de distribution, la vente de véhicules automobiles neufs. Cette entité juridique assure également le plus souvent une activité de négociant VO.

(Règlement CE n° 2790/1999 ET 1400/2002)

Filiale habilitée :

Entité juridique contrôlée directement ou indirectement, au sens de l'article L233-3 du Code du commerce, par le constructeur ou l'importateur, habilitée à accéder au SIV par un moyen de télétransmission

Etablissement financier :

Etablissement de crédit ou société de financement, tel que défini par l'article L511-1 du Code monétaire et financier, qui effectue toute opération de financement de véhicule, sous forme de crédit, de location avec option d'achat ou de crédit bail ainsi que dans le cadre de son activité connexe (cf article L311-2 du même code) toute opération de location simple de véhicules quelle qu'en soit sa durée.

Loueur :

Entité qui réalise des opérations de location de véhicules, quelle qu'en soit la durée, et des prestations de service associées ou non.

Centre VHU et broyeur :

Entité juridique bénéficiant de l'agrément VHU (véhicules hors d'usage), tel que défini par le décret n°2003-727, et assurant le stockage, la dépollution et le démontage des véhicules

ainsi que toute entité juridique assurant la prise en charge, le stockage, la dépollution et le démontage des véhicules de plus de 3,5 tonnes et/ou des deux roues.

Opération d'immatriculation :

Toute opération liée à l'immatriculation d'un véhicule depuis sa première immatriculation dans le SIV jusqu'à sa destruction.

Opérations annexes :

Toute opération liée à une action sur le SIV, comme à titre d' exemple l'inscription d'un gage

Véhicule ;

Article R 311-1 du Code de la route

Annexe 2

Annexe technique de la convention d’habilitation individuelle ASF

1	Notice explicative.....	2
1.1	Préambule	2
	Principe général de l’habilitation	3
1.2	L’habilitation « constructeur ».....	3
1.3	Description des modes d’accès concentrateur au SIV	4
1.3.1	Le mode d’accès concentrateur par transfert de fichier.....	4
1.3.2	Le mode d’accès concentrateur SWA (Service Web Asynchrone)	4
1.3.3	Le mode d’accès concentrateur SWS (Service Web Synchrone).....	4
1.3.4	Choix des modes d’accès concentrateur.....	7
1.4	Exigences techniques imposées au concentrateur.....	7
1.4.1	Disponibilité du service de contrôle VIN	7
1.4.2	Traçabilité des échanges.....	8
1.5	Procédures d’exploitation	9
2	Modalités de raccordement du concentrateur	10
2.1	Définition des accès « concentrateur »	10
2.2	Attribution du ou des codes d’accès « concentrateur »	11
2.3	Prestataires éventuels.....	12
2.4	Accès au contrôle VIN.....	13
2.4.1	Informations à fournir par le constructeur.....	13
2.4.2	Informations à fournir par l’Administrateur du SIV	13
3	Mise en place d’un fournisseur d’identité (Identity Provider ou IDP)	14
4	Habilitation des sociétés du groupe.....	15
4.1	Habilitation de la tête de groupe	15
4.1.1	Déclaration de la personne morale, de ses profils et de ses modes d’accès au SIV	15
4.1.2	Rattachement à un ou plusieurs concentrateurs (facultatif).....	16
4.2	Habilitation des filiales annexées du groupe (facultatif).....	17
	Déclaration de la personne morale, de ses profils et de ses modes d’accès au SIV	17

1 Notice explicative

1.1 Préambule

Cette annexe a pour but de spécifier le choix des interfaces d'accès au SIV du constructeur et de lui permettre de recevoir les codes d'accès pour se raccorder au SIV en mode concentrateur.

Elle permet aussi au constructeur constitué comme un groupe de sociétés de simplifier l'habilitation des sociétés appartenant à son groupe.

Cette annexe détaille les obligations d'ordre technique (sécurité, disponibilité, traçabilité) que le constructeur s'engage à respecter dans le cadre de la présente convention.

Cette annexe technique s'appuie sur les documents de référence suivants :

Numéro	Désignation	Nom du fichier
1	Règles de gestion du SIV	Règles de gestion du SIV_1.0.doc
2	Etude de sécurité du SIV	Etude de sécurité du SIV_1.0.doc
3	IRS Immatriculations	SIV_EBGE_LID_IRS Immatriculations v2.5-4
5	IRS Gages	SIV_EBGE_LID_IRS_Gage_v2.4.doc
6	Guide des procédures d'exploitation du SIV	Guide des procédures exploitation SIV_1.0.doc

Principe général de l'habilitation

L'habilitation porte sur une personne morale identifiée par son numéro **SIREN**.

Elle consiste à attribuer à ce SIREN, un **numéro d'habilitation** unique auquel est associé l'ensemble des fonctions SIV issues des différentes IRS auxquelles cette personne morale peut prétendre en regard de son activité professionnelle (revente de véhicules, location de véhicules, ...).

Une personne morale ayant reçu un numéro d'habilitation de l'administrateur du SIV est désignée par le terme de **partenaire SIV**.

Pour faciliter l'association des fonctions SIV à un numéro d'habilitation de partenaire, elles sont regroupées par **code profil SIV**. Les codes profils SIV sont :

Code profil SIV	IRS SIV	Fonction SIV	Remarques
Vendeur	Immatriculations	Immatriculation VN	Y compris pour les usages VD et TT
		Changement de titulaire	Changement d'usage en préfecture
		Conversion de dossier FNI-SIV	
		Déclaration d'achat	Bloquante si opposition ou gage
		Déclaration de cession	
		Déclaration d'intention de destruction du véhicule	Si le vendeur a aussi une activité de démolisseur
		Demande de situation administrative simplifiée	
		Annulation des demandes passées par bon d'opération et non finalisées par un paiement	
		Notification des immatriculations pour les demandes passées par bon d'opération et finalisées par un paiement	
		Changement d'adresse	
Loueur	Immatriculations	Immatriculation VN de location	
		Changement de titulaire de véhicule d'occasion de location	
		Changement de locataire de véhicule de location d'occasion	
		Déclaration d'achat	Bloquante si opposition ou gage
		Déclaration de cession	
		Demande de situation administrative simplifiée	
		Annulation des demandes passées par bon d'opération et non finalisées par un paiement	
		Notification des immatriculations pour les demandes passées par bon d'opération et finalisées par un paiement	
Société de crédit	Gages	Changement d'adresse des locataires	
		Inscription de gage	
		Prorogation de gage	
		Cession de gage	
		Radiation de gage	

1.2 L'habilitation « constructeur »

Cette habilitation confère au constructeur un rôle de télé transmetteur pouvant être concrétisé au niveau technique par la mise en place d'un **concentrateur** identifié par un **code d'accès** concentrateur. Ce code n'est pas un numéro d'habilitation en ce sens, qu'il ne permet pas de réaliser des demandes au SIV mais seulement d'en assurer la retransmission pour le compte de tiers.

1.3 Description des modes d'accès concentrateur au SIV

1.3.1 Le mode d'accès concentrateur par transfert de fichier

- Ce mode d'accès supporte l'ensemble des fonctions SIV de l'IRS Immatriculations à l'exception du contrôle VIN.
- Ce mode d'accès ne supporte pas les fonctions SIV décrites dans l'IRS Gages.
- Ce mode d'accès ne supporte pas les fonctions SIV décrites dans l'IRS Destruction
- Les modalités techniques de mise en œuvre de cet accès sont décrites dans l'IRS des spécifications génériques des protocoles.

1.3.2 Le mode d'accès concentrateur SWA (Service Web Asynchrone)

- Ce mode d'accès supporte l'ensemble des fonctions SIV de l'IRS Immatriculations à l'exception du contrôle VIN.
- Ce mode d'accès supporte l'ensemble des fonctions SIV de l'IRS Gages.
- Ce mode d'accès supporte l'ensemble des fonctions SIV de l'IRS Destruction
- Les modalités techniques de mise en œuvre de cet accès sont décrites dans l'IRS des spécifications génériques des protocoles.

1.3.3 Le mode d'accès concentrateur SWS (Service Web Synchrone)

- Ce mode d'accès supporte l'ensemble des fonctions SIV de l'IRS Immatriculations à l'exception de :
 - La notification des immatriculations aux marques (journal des immatriculations),
 - L'annulation des demandes passées par bon d'opération et n'ayant pas encore été finalisées par un paiement,
 - La notification en réponse aux demandes d'immatriculation passées par bon d'opération et finalisées par un paiement.
- Ce mode d'accès supporte l'ensemble des fonctions SIV de l'IRS Gages.
- Ce mode d'accès ne supporte pas les fonctions SIV décrites dans l'IRS Destruction
- Les modalités techniques de mise en œuvre de cet accès sont décrites dans l'IRS des spécifications génériques des protocoles.

Règles d'usage des accès

- Mode concentrateur par transfert de fichier
 - Connexion X25 PeSIT
 - Certificat Serveur client du constructeur pour l'authentification SSL
 - Autres connexions IP, SSLv3 avec authentification mutuelle
 - Certificat Serveur client du constructeur conforme à la RGS pour l'authentification SSL*
 - Pièce jointe au message (« attachement »)
 - Entête de lot
 - Code partenaire : Code d'accès du concentrateur
 - Entête de la demande
 - Code partenaire : Numéro d'habilitation du partenaire émetteur de la demande
- Mode Concentrateur SWA avec SAML 2.0
 - Connexion SSLv3 avec authentification mutuelle
 - Certificat Serveur client du constructeur conforme à la RGS pour l'authentification SSL*
 - Bloc SAML v2
 - Champ « Issuer » : Identité de l'IDP [voir 8.6 pour définition et rôle de l'IDP]
 - Champ « subject » : Nom du concentrateur (pour trace)
 - Attribut « code partenaire » : Code d'accès concentrateur
 - Certificat Serveur client de l'IDP conforme à la RGS pour signature du bloc SAML
 - Corps du message SAOP (« body »)
 - Code partenaire : Code d'accès du concentrateur
 - Pièce jointe au message (« attachement »)
 - Entête de lot
 - Code partenaire : Code d'accès du concentrateur
 - Entête de la demande
 - Code partenaire : Numéro d'habilitation du partenaire émetteur de la demande
- Mode Concentrateur SWS avec SAML 2.0
 - Connexion SSLv3 avec authentification mutuelle
 - Certificat Serveur client du constructeur conforme à la RGS pour l'authentification SSL*¹
 - Bloc SAML v2
 - Champ « Issuer » : Identité de l'IDP[voir 8.6 pour définition et rôle de l'IDP]
 - Champ « subject » : Nom du concentrateur (pour trace)
 - Attribut « code partenaire » : Code d'accès concentrateur
 - Certificat Serveur client de l'IDP conforme à la RGS pour signature du bloc SAML
 - Corps du message SAOP (« body »)
 - Code partenaire : Numéro d'habilitation du partenaire émetteur de la demande

¹ (*)Les autorisations de certificats du ministère sont celles qui sont listées par le site du Minefi

- Mode DMS SWA avec SAML 2.0
 - Connexion SSLv3 avec authentification mutuelle
 - Certificat Serveur client du partenaire conforme à la RGS pour l'authentification SSL)
 - Bloc SAML v2
 - Champ « Issuer » : Identité de l'IDP [voir 8.6 pour définition et rôle de l'IDP]
 - Champ « subject » : Nom du DMS (pour trace)
 - Attribut « code partenaire » : Numéro d'habilitation du partenaire émetteur de la demande
 - Certificat Serveur client de l'IDP conforme à la RGS pour signature du bloc SAML
 - Corps du message SAOP (« body »)
 - Code partenaire : Numéro d'habilitation du partenaire émetteur de la demande
 - Pièce jointe au message (« attachement »)
 - Entête de lot
 - Code partenaire : Numéro d'habilitation du partenaire émetteur de la demande
 - Entête de la demande
 - Code partenaire : Numéro d'habilitation du partenaire émetteur de la demande
- Mode DMS SWS avec SAML 2.0
 - Connexion SSLv3 avec authentification mutuelle
 - Certificat Serveur client du partenaire conforme à la RGS pour l'authentification SSL (même certificat que pour l'usage des formulaires web du SIV)
 - Bloc SAML v2
 - Champ « Issuer » : Identité de l'IDP [voir 8.6 pour définition et rôle de l'IDP]
 - Champ « subject » : Nom du DMS (pour trace)
 - Attribut « code partenaire » : Numéro d'habilitation du partenaire émetteur de la demande
 - Certificat Serveur client de l'IDP conforme à la RGS pour signature du bloc SAML
 - Corps du message SAOP (« body »)
 - Code partenaire : Numéro d'habilitation du partenaire émetteur de la demande

1.3.4 Choix des modes d'accès concentrateur

Cette annexe permet de choisir le ou les modes d'accès concentrateur pour un constructeur. Ce choix est contraint de la manière suivante :

- Le choix du mode par transfert de fichier ou du mode SWA est un choix exclusif (soit Transfert de fichier, soit SWA mais pas les 2).
- Le choix du mode SWS ne peut être qu'un choix complémentaire au choix précédent car l'ensemble des fonctions SIV d'un constructeur n'est pas disponible au travers de l'accès SWS (notamment la récupération des notifications des immatriculations aux marques du constructeur).

1.4 Exigences techniques imposées au concentrateur

1.4.1 Disponibilité du service de contrôle VIN

Le service de contrôle VIN mis en place par le constructeur qui assure la réponse aux demandes synchrones de contrôle VIN effectuées par le SIV doit disposer,

- d'un taux de disponibilité de 99,91% hors plan de reprise d'activité (PRA) et hors cas de force majeure,
- 7 jours sur 7,
- tous les jours de l'année,
- sur une période quotidienne de service comprise entre 4h30 et 23h30,
- . Temps de réponse :
 - 1 seconde dans 90% des cas
 - 3 secondes dans 99% des cas
 - inférieur à 5 secondes dans 99,9% des cas.
 - Le service demandé par le SIV correspond donc à un time out de 5 secondes

Le SIV tolère que le service de contrôle VIN du partenaire soit indisponible durant 10 min toutes les 2 semaines et 1 heure tous les 6 mois au maximum. Le service est considéré indisponible lorsque l'ANTS l'a détecté.

Temps total d'ouverture du service : $365 \times 18h30 = 6752,5$ heures par an

Temps d'indisponibilité toléré sur la période : $52/2 \times 10 \text{ min} + 12/6 \times 1h = 6,33$ heures par an

Taux de disponibilité : $(6752,5 - 6,33) / 6752,5 = 99,91\%$

Le SIV n'effectuera aucune sollicitation du service de contrôle VIN constructeur entre 23h30 et 4h30. Néanmoins, après 23h30 (clôture des opérations d'immatriculation), le SIV restera disponible pour fournir le journal des immatriculations par marque aux différents partenaires constructeurs.

La **capacité maximale de la sollicitation** que le client SIV peut exercer sur l'ensemble des services de contrôle VIN constructeur (tous constructeurs confondus) est limitée à **2,5 transactions par seconde**.

1.4.2 Traçabilité des échanges

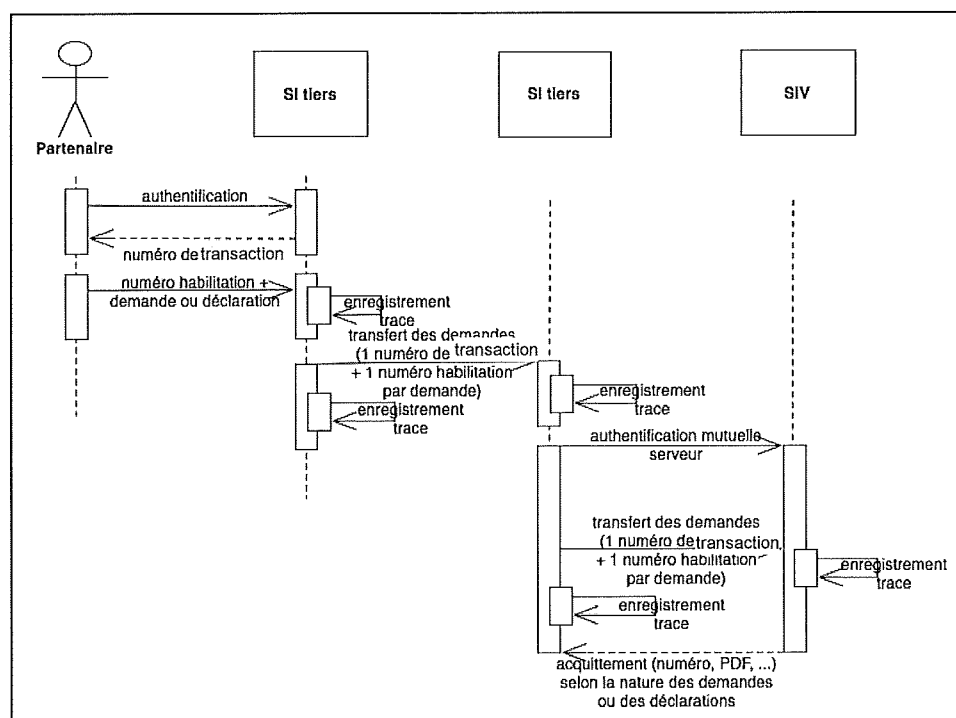
Le SIV requiert des tiers participant à un échange qu'ils tracent un ensemble d'informations propres à chaque type de demande.

Pour ce faire, chaque demande reçue par le premier tiers d'un échange doit être identifiée par un numéro unique sur une période d'au moins 1 an appelé : code transaction.

Ce code transaction et le numéro d'habilitation forment le duo qui doit être inscrit systématiquement dans chaque trace et doit donc remonter jusqu'au SIV.

Les autres informations à lier à ce duo dans les traces sont définies dans les IRS fonctionnelles (Immatriculations, Gages, Destruction).

Le ministre de l'intérieur laisse le partenaire libre de mettre en œuvre les moyens de production et de conservation des traces qu'il juge nécessaire pour répondre à d'éventuelles requêtes des autorités afin établir la preuve des échanges réalisés avec le SIV par son intermédiaire.



1.5 Procédures d'exploitation

Pour simplifier la gestion des événements d'exploitation (incidents, évolutions) liés à l'infrastructure requise par le SIV, les procédures d'exploitation suivantes sont proposées aux partenaires :

- Synchronisation temporelle des serveurs du partenaire avec le SIV
- Reprise en cas de panne côté partenaire
- Mesure du niveau de qualité de service
- Gestion des changements
 - Synchronisation des certificats lors de leur renouvellement, régénération après révocation ou ré acquisition après expiration.
 - Notification des changements dans les paramètres techniques côté partenaire ou côté SIV.
 - Notification des changements dans les tables des référentiels communs.
 - Notification des changements dans les règles de gestion du SIV.
 - Notification des changements dans les règles de sécurité du SIV.

Toutes ces procédures sont détaillées dans le document de référence « Guide des procédures d'exploitation ».

2 Modalités de raccordement du concentrateur

2.1 Définition des accès « concentrateur »

Mode d'accès	Protocole	Type d'accès	Nombre d'accès
Transfert de fichier SAS* (un seul protocole au choix)	PeSIT-X25	TA1	
	PeSIT-IP en SSL	TA2	
	FTPS-IP	TA3	
	HTTPS-IP	TA4	
SW* (un seul protocole au choix)	avec SAML 2.0-HTTPS-IP	TA5	
Total nombre d'accès			

* voir contraintes au paragraphe 1.3.4.

Il est recommandé de limiter le nombre d'accès à 1. Néanmoins, il est permis dans les limites de l'étude de sécurité du SIV de disposer d'un nombre de connexions par type d'accès supérieur à 1.

2.2 Attribution du ou des codes d'accès « concentrateur »

Les cases sur fond clair sont à remplir par le constructeur. Les autres cases sur fond foncé sont à remplir par le service de gestion du SIV.

Code(s) d'accès attribué(s) au concentrateur	Type d'accès	Profil de concentrateur	Nom du concentrateur	Adresse(s) IP du concentrateur	Identité de l'IDP

Le nombre de « codes d'accès » attribués doit être égal au total nombre d'accès du tableau 2.1

Le code « type d'accès » (TAi) est à prendre dans le tableau précédent.

Le code « profil de concentrateur » est à prendre dans le tableau suivant :

Profil du concentrateur	Opérations permises
P1	Loueur
P2	Vendeur + Loueur
P3	Vendeur + Loueur + Société de crédit

Le nom d'un concentrateur doit être unique dans l'espace de noms de tous les concentrateurs connus du SIV. Ce nom doit être indiqué dans le tableau 2.2 en respectant la convention suivante :

- Pour un concentrateur : **CNT_<Nom du constructeur>_<numéro d'ordre du concentrateur dans la tête de groupe>**
- Pour un IDP : **IDP_<Nom du constructeur>_<numéro d'ordre de l'IDP dans la tête de groupe>**
- Pour un DMS : **DMS_<SIREN de la société habilitée>_<numéro d'ordre du DMS dans la société habilitée>**.

Un concentrateur peut être connecté à l'Internet par plusieurs fournisseurs d'accès différents (redondance pour assurer la continuité de service). Chaque adresse IP d'interface par laquelle chaque concentrateur peut être adressé depuis le SIV doit être indiquée dans le tableau 2.2.

2.3 Prestataires éventuels

Le constructeur partenaire SIV peut déléguer tout ou partie de la gestion des services de son concentrateur à un ou plusieurs prestataires à identifier dans le tableau ci-dessous.

Ces prestataires sont tenus de respecter toutes les obligations décrites dans cette annexe inhérentes aux services dont la gestion leur est déléguée par le constructeur (sécurité, traçabilité, disponibilité, performances).

Fonction SIV ou IRS déléguée	Numéro SIREN du prestataire	Raison sociale

Nom de l'IDP SAML déléguée	Numéro SIREN du prestataire	Raison sociale

2.4 Accès au contrôle VIN

2.4.1 Informations à fournir par le constructeur

Marque	URL

Toutes les marques du constructeur doivent être indiquées dans le tableau ci-dessus, qu'elles disposent ou pas d'une URL pour assurer la réponse au contrôle VIN.

Contraintes adressées au SIV pour le contrôle VIN

Modalités de l'accès au service de contrôle VIN mis en place par le constructeur :

- Connexion SSL v3 avec authentification mutuelle,
- Filtrage de l'adresse IP du SIV par le pare-feu constructeur,
- Contrôle d'accès : vérification de la cohérence entre le numéro d'identification du SIV contenu dans la demande, le numéro de certificat du SIV échangé par SSL, l'adresse IP de la connexion entrante et les valeurs correspondantes fournies ci-dessous,
- Pas de bloc SAML dans l'entête SOAP émis par le SIV.

2.4.2 Informations à fournir par le service de gestion du SIV

Informations en vigueur au moment de la signature de la convention

Adresse IP du client SIV	
Code d'identification du SIV	
Numéro de série du certificat SIV	
URL de l'autorité de certification du certificat du SIV	

3 Mise en place d'un fournisseur d'identité (Identity Provider ou IDP)

Le constructeur mettant en œuvre un concentrateur SWA avec SAML 2.0 et/ou un concentrateur SWS avec SAML 2.0 ou disposant de partenaires SIV utilisant un mode d'accès DMS-SWS avec SAML 2.0 ou DMS-SWA avec SAML 2.0 pour se raccorder au SIV doit mettre en place un fournisseur d'identités (IDP).

Le rôle de cet IDP est d'assurer l'authentification des utilisateurs et de produire le bloc SAML 2.0 requis par les spécifications du SIV dans l'entête SOAP du concentrateur et des DMS. Cet entête doit être conforme aux spécifications énoncées dans le document de référence <X> « Guide SAML 2.0 ».

Il est nécessaire de disposer d'un certificat Serveur client (certificat de signature pour serveur) conforme à la norme RGS de signature propre à l'IDP afin de signer les blocs SAML 2.0 inscrits dans les entêtes SOAP.

4 Habilitation des sociétés du groupe

4.1 Habilitation de la tête de groupe

4.1.1 Déclaration de la personne morale, de ses profils et de ses modes d'accès au SIV

SIREN	Raison sociale	Codes profils SIV	Numéro d'habilitation	Accès FWS (oui/non)	Accès DMS-SWS (oui/non)	Accès DMS-SWA (oui/non)

Les cases sur fond clair sont à remplir par le professionnel. Les autres cases sur fond foncé sont à remplir par le service de gestion du SIV.

Remplissez le tableau ci-dessus en suivant les instructions suivantes :

- 1) Indiquez le SIREN et la raison sociale de votre société.
- 2) Selon le métier que vous exercez (voir tableau ci-dessous), indiquez le ou les codes profils qui lui correspondent :

Correspondance métier / codes profils SIV pour le remplissage du tableau 4.1.1

Métier (voir Glossaire)	Codes profils SIV
Professionnel du commerce automobile	Vendeur
Etablissement financier d'un porteur de convention	Société de crédit Loueur
Loueur	Loueur

- 3) Si vous souhaitez utiliser les formulaires web proposés par le SIV, indiquez OUI dans la colonne « Accès FWS » ; indiquez NON dans le cas contraire.
- 4) Si vous souhaitez utiliser un DMS homologué SIV utilisant les services web synchrone indiquez OUI dans la colonne « Accès DMS-SWS » ; indiquez NON dans le cas contraire.
- 5) Si vous souhaitez utiliser un DMS homologué SIV utilisant les services web asynchrone indiquez OUI dans la colonne « Accès DMS-SWA » ; indiquez NON dans le cas contraire.

Si vous utilisez un DMS (quel que soit le mode d'accès) c'est-à-dire que vous avez répondu OUI au point 4 ou au point 5, alors vous devez remplir le tableau proposé au paragraphe suivant.

4.1.2 Rattachement à un ou plusieurs concentrateurs (facultatif)

- 1) Si vous utilisez un ou plusieurs concentrateur pour réaliser les demandes afférentes à l'immatriculation de vos véhicules, remplissez le tableau ci-dessous :

SIREN du porteur de la convention cadre	Raison sociale du porteur de la convention cadre	Code d'accès du concentrateur de rattachement

- 2) Si vous faites usage d'un ou plusieurs Accès DMS dont vous avez fait la déclaration dans le tableau 2.1, vous devez indiquer l'identifiant de l'IDP de rattachement de votre ou de vos DMS utilisant le SIV dans le tableau ci-dessous :

Identifiant de votre DMS	SIREN du porteur de la convention cadre	Raison sociale du porteur de la convention cadre	Identifiant de l'IDP du porteur de la convention cadre

4.2 Habilitation des filiales annexées du groupe (facultatif)

Déclaration de la personne morale, de ses profils et de ses modes d'accès au SIV

SIREN	Raison sociale	Codes profils SIV	Numéro d'habilitation	Accès FWS (oui/non)	Accès DMS-SWS (oui/non)	Accès DMS-SWA (oui/non)

Les cases sur fond clair sont à remplir par le professionnel. La case sur fond foncé est à remplir par le service de gestion du SIV.

Remplissez le tableau ci-dessus en suivant les instructions suivantes :

- 6) Indiquez le SIREN et la raison sociale de votre société.
- 7) Selon le métier que vous exercez (voir tableau ci-dessous), indiquez le ou les codes profils qui lui correspondent :

Correspondance métier / codes profils SIV pour le remplissage du tableau 4.2

Métier (voir Glossaire)	Codes profils SIV
Professionnel du commerce automobile	Vendeur
Etablissement financier d'un porteur de convention	Société de crédit Loueur
Loueur	Loueur

- 8) Si vous souhaitez utiliser les formulaires web proposés par le SIV, indiquez OUI dans la colonne « Accès FWS » ; indiquez NON dans le cas contraire.
- 9) Si vous souhaitez utiliser un DMS homologué SIV utilisant les services web synchrone indiquez OUI dans la colonne « Accès DMS-SWS » ; indiquez NON dans le cas contraire.
- 10) Si vous souhaitez utiliser un DMS homologué SIV utilisant les services web asynchrone indiquez OUI dans la colonne « Accès DMS-SWA » ; indiquez NON dans le cas contraire.

Si vous utilisez un DMS (quel que soit le mode d'accès) c'est-à-dire que vous avez répondu OUI au point 4 ou au point 5, alors vous devez remplir le tableau proposé au paragraphe suivant.

Annexe 3

Modalités juridiques et fonctionnelles d'une demande initiale ou modificative d'habilitation

Nature de la demande	Impact juridique	Modalités de dépôt de la demande
Demande d'habilitation	Convention d'habilitation	APD via internet
Modification de l'adresse dans le même département	avenant à la convention d'habilitation	APD via SIV
Modification de l'adresse hors du département	nouvelle convention d'habilitation	APD via SIV
Modification de la dénomination sociale	avenant à la convention d'habilitation	APD via SIV
Modification du n°SIREN (nouvelle personne morale)	nouvelle convention d'habilitation	APD via SIV
Modification du mode d'accès au SIV	avenant à la convention d'habilitation	APD via SIV

*APD : application de pré demande d'habilitation et d'agrément
SIV : système d'immatriculation des véhicules*

Annexe 4

Pièces justificatives d'une demande d'habilitation "ASF"

I. Demande d'habilitation

- 1) Extrait Kbis du registre du commerce et des sociétés de moins de deux ans ou un journal d'annonce légale de moins de deux ans à condition qu'y apparaissent le nom du responsable, l'objet social, l'adresse et le numéro d'enregistrement au registre du commerce (établissement principal) ;

Et/ ou extrait Lbis du registre du commerce et des sociétés de moins de deux ans (établissement secondaire) ;

Ou les statuts délivrés (*document original*) par le greffe du tribunal de commerce de moins de deux ans faisant mention de l'activité ou des activités au titre desquelles le professionnel demande une habilitation au SIV.

- 2) Attestation de rattachement à la convention-cadre d'habilitation ASF - (Association française des sociétés financières)

Annexe 5

MANDAT entre adhérents à la convention-cadre pour effectuer les formalités d'immatriculation des véhicules "ASF"

Je soussigné(e) :

- *Nom, Nom d'usage le cas échéant et Prénom ou Raison sociale, numéro SIREN en capitales*

Donne mandat à :

- *Nom, Nom d'usage le cas échéant et Prénom ou Raison sociale, numéro SIREN en capitales*

Pour effectuer en mes lieu et place et pour mon compte en vue des opérations d'immatriculation du véhicule spécifiques à la convention cadre ASF.

Fait àle...